

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

L'EXPIRATION DU DROIT AUX PRESTATIONS SAISONNIÈRES

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre du Travail. Comme les prestations saisonnières d'assurance-chômage prennent fin le 15 mai, le ministre a-t-il l'intention de reporter cette date afin d'éviter aux travailleurs de recourir à l'assistance sociale, ce qui imposerait un lourd fardeau financier aux municipalités.

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je ne peux pas supposer que tous ceux qui cessent de recevoir l'assurance-chômage auront recours à l'assistance sociale et le député n'aura certes pas voulu induire la Chambre en erreur à cet égard. Je n'ai aucune intention, pour le moment, de reporter au-delà du 15 mai les prestations saisonnières.

* * *

LES FINANCES

ON RÉCLAME UNE SUBVENTION POUR LA MAISON DU CHÔMEUR À MONTRÉAL

[Français]

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre suppléant. Étant donné que le nombre de chômeurs semble encore très élevé au Canada, surtout dans la province de Québec, le premier ministre suppléant peut-il dire si le gouvernement envisage la possibilité d'apporter un encouragement financier à la Maison du Chômeur, à Montréal, en vue de lui aider à régler ses difficultés financières?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur, je ne crois pas, mais je me renseignerai.

* * *

L'AGRICULTURE

LE BILL SUR LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE FERME—LES ANNONCES FALLACIEUSES PARAISSANT DANS LES JOURNAUX

M. Colin D. Gibson (Hamilton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de la Consommation et des Corporations. A-t-il reçu de la part de la Fédération canadienne de l'Agriculture des protestations au sujet d'annonces inexactes et fallacieuses parues dans les journaux; ces annonces critiquent le bill C-176 et, évidemment, induisent les cultivateurs en erreur; on y sollicite en particulier une réplique du chef de l'opposition.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, on pourrait dire que ces annonces sont fallacieuses si elles tendaient à démontrer que le chef de l'opposition est en mesure de

[M. l'Orateur.]

s'opposer effectivement à la politique du gouvernement, mais assurément ce n'est pas leur objectif...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. La parole est au député de Churchill.

Une voix: L'emballage du ministre est fallacieux, c'est sûr.

M. Baldwin: Le ministre a-t-il vu la publicité des libéraux pour les élections complémentaires?

* * *

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LA GRÈVE À LA HUDSON BAY MINING AND SMELTING COMPANY—LES NÉGOCIATIONS

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail. A propos de la regrettable situation qui règne à Flin Flon au Manitoba, où des membres de l'Association des syndicats sont en grève depuis trois mois et demi contre la Hudson Bay Mining and Smelting Company, le ministre a-t-il d'autres informations sur la reprise récente des négociations?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Non, monsieur l'Orateur, sinon pour dire que l'offre de la société a été rejetée par les syndicats il y a quelques jours et que les pourparlers n'ont pas encore repris. A moins que les deux parties ne prennent conscience de leurs responsabilités envers l'agglomération de Flin Flon, il se peut que je doive nommer d'ici peu un commissaire enquêteur.

* * *

LES CÉRÉALES

LE BLÉ—L'AFFECTATION DU SOLDE DES CRÉDITS DE L'OPÉRATION LIFT

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre responsable de la Commission canadienne du blé? Comme 53.7 millions de dollars seulement sur les 100 millions votés pour l'opération LIFT ont été payés aux cultivateurs, et comme le ministre s'est montré satisfait de l'accueil réservé par les agriculteurs à ce programme, le gouvernement songe-t-il à ajouter le solde non dépensé aux paiements provisoires que prévoit le bill C-244? Il va sans dire qu'il faudrait tenir compte, avant toute chose, des versements encore impayés.

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, les 100 millions prévus pour l'opération LIFT ne représentaient, naturellement, qu'une estimation du montant à payer si les cultivateurs profitaient au maximum du programme. Les sommes versées indiquent exactement ce qu'ils ont obtenu du programme et combien ont augmenté dans les Prairies les mouvements de fonds sous ce régime.

M. Burton: Le ministre fait-il alors marche arrière au sujet du chiffre de 140 millions qu'il a d'abord donné à la Chambre?

Des voix: Oh, oh!